

Violences scolaires. Les parents rassemblés pour dire stop

Des parents d'élèves, des élus et des représentants syndicaux se sont rassemblés devant l'école de Saint-Eloi-de-Fourques pour dénoncer les faits de violence dans une classe de CP-CE1 et demander davantage de moyens.

La colère n'est pas retombée à Saint-Eloi-de-Fourques. Et ce vendredi 12 mars, comme ils l'avaient annoncé depuis deux semaines, les parents d'élèves étaient mobilisés devant l'école Claude Monet pour dire stop aux violences scolaires, verbales et physiques, qui surviennent dans la classe de CP-CE1 et à la cantine.

Des barrières empêchaient l'accès aux véhicules dès le début de la matinée, la desserte de bus a été annulée, l'accueil périscolaire était fermé. Mais contrairement à ce qui avait été initialement prévu, l'école n'était pas bloquée. Des enseignants ont donc assuré les cours pour les quelques enfants présents, tandis qu'à l'extérieur, sous l'oeil de la gendarmerie, d'autres petites têtes blondes manifestaient aux côtés de leurs parents.

« Evaluation faussée »

Plusieurs journalistes avaient fait le déplacement, pour une affaire largement médiatisée aux plans local et national. « **On en a marre, on veut des moyens pour venir en aide aux enfants en difficulté** », répète, micro en main, Natacha Vicomte, la représentante des parents d'élèves.

Lundi 8 mars, une équipe d'accompagnement a été dépêchée sur place, composée de la directrice de la vie scolaire du département et d'une enseignante spécialisée, conformément aux engagements de l'Inspection académique, qui assure vouloir « **apporter des réponses pérennes à l'équipe éducative de l'école** ». « **Le dialogue a été permanent entre l'Éducation nationale et la mairie** », estime aussi l'Inspection dans un communiqué de presse, en précisant que « **le climat s'apaise au sein de la classe** » : « **Tout est mis en oeuvre aujourd'hui pour que l'ensemble des élèves suivent leur scolarité dans des meilleures conditions.** »

Un diagnostic est censé avoir été réalisé depuis le retour des vacances scolaires. « **Nous n'en connaissons pas le résultat et cette évaluation est faussée, car les enfants en question n'étaient pas tous présents cette semaine** », rétorque Natacha Vicomte. Et les violences ne sont pas l'oeuvre d'un seul élève, mais de « **cinq ou six** », ajoute celle qui entend maintenir la pression dans les prochaines semaines.

Plusieurs mamans ont pris la parole, comme Angélique, dont le fils a été victime d'un coup très violent. « **Nous voulons que nos enfants apprennent dans de bonnes conditions** », affirme-t-elle.

« **Ma fille a reçu un coup de poing au ventre, elle ne veut plus aller à l'école**, témoigne Sophie. **Nous demandons de l'aide à l'Éducation nationale et nous ne sommes pas là pour stigmatiser des enfants ou des parents.** »

« **Il faut arrêter de nous montrer du doigt en disant que nous ne voulons pas intégrer un enfant handicapé**, confirme Armandine, remontée. **Nous sommes là pour apporter du soutien.** »

« Mensonge éhonté »

Le maire de Saint-Eloi-de-Fourques, Denis Szalkowski, qui avait ceint son écharpe tricolore, a dénoncé « **un déni de réalité** » et même « **un mensonge éhonté** » de la part de l'Inspection académique. « **Nous avons demandé un dédoublement de la classe, mais nous n'avons rien vu venir** », regrette-t-il, après avoir salué « **le travail exceptionnel** » des instituteurs dont la charge est « **parfois top lourde** ». « **Il y a de la souffrance**, affirme l' élu. **Nous sommes à la campagne, nous avons un cadre de vie exceptionnel, mais nous avons besoin en zone rurale des mêmes moyens qu'en REP (réseaux d'éducation prioritaire) !** »

L'édile de Saint-Eloi-de-Fourques était entouré de ses collègues maires de Bosrobert, Franck Giffard, et de Saint-Victor-d'Epine, Jean Plénecassagne, et de plusieurs autres conseillers municipaux des communes formant le regroupement scolaire.

« **J'ai lu dans la presse que le Rassemblement national nous soutenait. Ce qui me gêne, ce n'est pas que nous ayons eu le soutien du Rassemblement national, mais c'est l'absence de soutien des autres partis politiques** », lâche Denis Szalkowski, à une exception près : « **Pascal Lehongre, le président du Département de l'Eure, qui est toujours resté en contact** ».

Anthony Bonnet



Parents, élus et syndicat FO autour de Natacha Vicomte, gilet orange, la représentante des parents d'élèves.